Nations Unies S/PV.4507



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4507e séance

Jeudi 4 avril 2002, à 11 h 50

New York

Président :	M. Lavrov	(Fédération de Russie)
Membres :	Bulgarie	M. Katzarski
	Cameroun	Mme Mahouve Same
	Chine	M. Zhang Yishan
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	M. Williamson
	France	M. Levitte
	Guinée	M. Fall
	Irlande	M. Ryan
	Maurice	M. Jingree
	Mexique	Mme Lajous
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eldon
	Singapour	M. Yap

Ordre du jour

L'aide alimentaire dans le contexte du règlement des conflits : l'Afghanistan et autres régions en crise

Exposé de Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial.

02-31543 (F)



La séance est ouverte à 11 h 50.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

L'aide alimentaire dans le contexte du règlement des conflits : l'Afghanistan et autres régions en crise

Exposé de Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter au titre de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite Mme Bertini à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

J'invite les membres du Conseil à entendre un exposé de Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial. Je lui donne la parole.

Mme Bertini (*parle en anglais*) : Je tiens beaucoup à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Conseil de m'avoir invitée ici, au terme de mon mandat de 10 années, en ce jour qui est effectivement ma dernière journée au Programme alimentaire mondial (PAM). C'est certainement une façon de finir mon mandat en beauté que d'être invitée à me joindre à vous aujourd'hui pour parler de cette question importante.

Il y a plus de 10 ans, au Sommet mondial pour les enfants, les gouvernements ont convenu de nombreux objectifs et se sont mis d'accord pour oeuvrer à leur réalisation d'ici l'an 2000. L'un de ces objectifs comportait un engagement visant à mettre en oeuvre « des mesures pour éliminer la faim, la malnutrition et la famine ». Je pense que la communauté internationale a atteint une partie de cet objectif, à savoir l'élimination de la famine. Toutefois, la faim et la malnutrition persistent et, parfois, il se produit de graves pénuries alimentaires localisées. Mais je suis fermement convaincue que nous avons mis un terme aux grandes famines, comme celle qui avait fait un si grand nombre de victimes en Éthiopie au milieu des années 80.

La communauté internationale a atteint cet objectif par une action concertée bien qu'au cours de la dernière décennie, les situations d'urgence, naturelles ou anthropiques, aient été de plus en plus nombreuses, bien plus nombreuses qu'on aurait pu le prévoir – sécheresse en Afrique australe en 1992, ravages provoqués par l'ouragan Mitch en Amérique centrale, conflits ethniques au Kosovo et au Timor oriental, graves pénuries alimentaires en Corée du Nord, et conflits opiniâtres en Angola, en République démocratique du Congo, au Soudan et en Afrique de l'Ouest, ainsi que de nombreuses autres crises. Nombre de ces crises auraient pu entraîner la famine, mais je crois que nous avons réussi à faire en sorte que ce ne soit pas le cas.

L'Afghanistan est l'exemple le plus récent de la façon dont la communauté internationale a réussi à empêcher la famine. Nous disposons désormais de systèmes d'alerte précoce, de technologie de l'information et des transports, et d'une détermination politique de garantir qu'il ne se produira plus jamais de famines.

L'aide alimentaire est devenue un aspect critique des interventions humanitaires, en commençant par la survie dans les cas des situations d'urgence. Les vivres sont l'un des premiers besoins dans presque toute crise humanitaire, et l'aide alimentaire joue un rôle majeur s'agissant d'aider les populations sur la voie du relèvement et d'aider des pays et des régions à se stabiliser. Les vivres constituent souvent le besoin le plus important après une situation d'urgence, et c'est la plus grande ressource disponible auprès des donateurs. L'année dernière seulement, le Programme alimentaire mondial a reçu près de 1,7 milliard de dollars d'aide alimentaire pour les situations d'urgence et les opérations prolongées de secours et de relèvement. Cela fait partie des annonces de contributions de 1,9 milliard de dollars reçues par le PAM l'an passé, ce qui fait de lui le plus grand organisme humanitaire au monde.

D'abord et surtout, l'aide alimentaire sauve des vies. Le PAM est actif en Afghanistan depuis près de

quatre décennies. L'été dernier, nous y étions pour lutter contre les effets de la guerre civile, de la sécheresse persistante et d'une pauvreté désespérante. Nous y avions 3,8 millions de bénéficiaires. L'été dernier, nous avons fait une analyse de vulnérabilité et cela nous a amenés à faire passer à 5,5 millions le nombre des personnes à secourir. Après le 11 septembre, sur la base des évaluations de l'ONU, nous avons ajouté deux millions de personnes de plus pour tenter de prévoir une aide alimentaire en vue d'un déplacement massif de population interne et d'afflux potentiels de réfugiés.

Au cours de cette opération, grâce à la générosité des donateurs, nous avons pu mobiliser 240 millions de dollars pour acheminer près d'un demi-million de tonnes de vivres. À présent, nous lançons un appel aux donateurs pour qu'ils nous envoient des vivres pour le reste de l'année – également un demi million de tonnes environ. Jusqu'à présent, nous avons reçu près de 70 millions de dollars des États-Unis. Mais nous n'avons que 22 % des ressources nécessaires et nous devons continuer à avoir un large éventail de donateurs si nous voulons que nos opérations continuent de réussir.

Bien entendu, le grand défi que nous devions relever en Afghanistan – ce que nous avons tous vu dans la presse et ailleurs – a été de faire parvenir des vivres dans un pays en plein conflit politique et militaire. Nous livrions également une course contre l'hiver et contre le risque que les routes deviennent impraticables. Nous avons gagné cette course. Après avoir opéré pendant des décennies au milieu de la guerre civile, nous avons pu nous mobiliser rapidement, et même en plein milieu des bombardements, nous avions chaque jour en moyenne 2 000 camions, de tous types, sur les routes, qui rentraient dans le pays et en sortaient. Non seulement le PAM a atteint son objectif pour ce qui est de l'acheminement des vivres en Afghanistan, mais à la fin de décembre nous avions dépassé notre objectif de 36 %.

Notre personnel local en Afghanistan a fait preuve de beaucoup de courage, et cela a également été le cas de nombreux membres du personnel d'organisations non gouvernementales (ONG) qui sont nos partenaires. Les gardes afghans du PAM sont restés dans les entrepôts, et nous n'avons perdu des vivres que dans un entrepôt sur tout le pays au cours des quatre derniers mois de 2001. Nous avons également gardé ouvertes les boulangeries de femmes dans différentes villes dans l'ensemble du pays. De nombreuses ONG ont maintenu leurs contributions au niveau local malgré des préoccupations plus vives en matière de sécurité. Le personnel du PAM chargé des transports et de la logistique a été rempli d'initiative été pleins d'imagination et d'ardeur au travail. Grâce à lui, la tâche à accomplir a semblé presque facile, alors même que d'aucuns laissaient entrevoir la perspective d'une famine généralisée. Nous avons acheminé des vivres et avons également mis sur pied un réseau de télécommunications pour l'ONU, que nous avons partagé avec tous les partenaires de l'ONU. Nous avons repris et élargi un service de transport aérien de passagers.

Nous avons soulevé la question de savoir si nous avions fait parvenir des vivres absolument partout où cela était nécessaire en Afghanistan. Probablement pas, mais nous disposons aujourd'hui d'hélicoptères qui se rendent dans différents points reculés pour tenter d'identifier les zones où il y aurait des pénuries alimentaires. Mais le résultat de nos efforts collectifs est clair : il n'y a pas eu de famine en Afghanistan.

La même histoire de l'aide alimentaire qui empêche la famine ne cesse de se répéter, bien qu'on n'en ait peut-être pas parlé autant que dans le cas de l'Afghanistan.

Je voudrais partager avec le Conseil les réflexions dont m'ont fait part des chefs d'État. L'ancien Président du Honduras, M. Flores Facussé, m'a déclaré qu'au moment où son peuple, après l'ouragan Mitch, n'avait ni toit, ni emploi, ni champs agricoles, ni usines, il savait qu'il y avait tout au moins une chose dont il ne devait pas s'inquiéter, car le Programme alimentaire mondial (PAM) était sur place avec des vivres, au lendemain des inondations. En 1994, le Premier Ministre de la Bosnie-Herzégovine m'a déclaré que l'aide alimentaire avait permis de maintenir la population de Sarajevo en vie car, même pendant les combats et sous les tirs des tireurs embusqués et malgré tout ce qui se passait alors à Sarajevo, farine et blé parvenaient aux boulangeries qui étaient restées ouvertes à Sarajevo et tous les citoyens recevaient deux pains par jour. Récemment, le Président Musharraf m'a déclaré que, sans l'aide alimentaire massivement distribuée par le PAM en Afghanistan l'année dernière, bien plus de personnes auraient fui le pays en tant que réfugiés, avec toutes les

répercussions déstabilisatrices que cela aurait entraînées.

Il y a deux ans, lorsque j'étais l'Envoyée spéciale du Secrétaire général dans la Corne de l'Afrique, et que nous avons mobilisé une aide alimentaire et autre type d'assistance pour tenter de prévenir la famine dans cette région, le Premier Ministre Meles et le Président Moi, ainsi que d'autres nous ont remercié publiquement de la réussite de cette entreprise.

En plus de sauver des vies, l'aide alimentaire contribue au relèvement. Elle revêt une valeur économique dans des nations qui se relèvent des crises politiques ou économiques. On la préfère souvent à l'aide en espèces, car les devises locales, du fait de l'hyperinflation ou de l'absence de marchés, offrent moins d'attrait pour les familles pauvres et affamées. Ce n'est pas un hasard si le Représentant spécial pour l'Afghanistan du Secrétaire général, M. Brahimi, a demandé au PAM de fournir des vivres, à titre temporaire, pour aider à payer les salaires des fonctionnaires afghans. En Sierra Leone, une aide alimentaire est distribuée aux ex-combattants en échange de la remise de leurs armes. Nous espérons certainement que la situation en Angola évoluera bientôt afin qu'un programme analogue soit mis en place et que des vivres là-bas soient fournie contre les armes.

Dans tous les pays, l'un des signes les plus manifestes qu'un conflit prend fin est l'ouverture des écoles et le fait que les familles se sentent suffisamment en sécurité pour envoyer leurs enfants à l'école. L'aide alimentaire aide également à réaliser cet objectif. Tout d'abord, les écoles sont souvent construites ou reconstruites suivant le principe « vivres contre travail ». Deuxièmement, l'aide alimentaire sert souvent à fournir un repas quotidien à chaque enfant à l'école. Cela contribue non seulement à attirer davantage d'enfants à l'école, mais cela leur permet également de mieux assimiler les enseignements à l'école. En Afghanistan, l'objectif que nous nous efforcerons d'atteindre progressivement est de nourrir un million d'enfants dans les écoles. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) nous a déjà fait savoir que la scolarisation dans certaines régions de l'Afghanistan est deux à trois fois supérieure à celle à laquelle nous nous attendions avant le début de l'année scolaire le mois dernier.

L'aide alimentaire est parfois utilisée comme mesure d'incitation pour encourager la scolarisation des filles ou pour recruter des femmes enceintes ou allaitant et les amener à se rendre dans les centres de santé. L'aide alimentaire est particulièrement utile lorsqu'elle est directement fournie aux femmes. Ce sont les femmes qui généralement assument le plus lourd fardeau social pendant et après les conflits. Elles travaillent pour assurer l'unité des familles, pour nourrir leurs enfants, souvent en l'absence des maris. Fournir des vivres aux femmes qui, en tous les cas, sont les cuisinières et les personnes qui veillent à ce que les enfants aient accès à la nourriture, aide à alléger leur fardeau et à leur donner les moyens de mieux subvenir aux besoins de leurs familles.

Les projets « vivres contre travail », par l'entremise desquels nous rémunérons les personnes pour leur travail, contribuent aujourd'hui à la reconstruction des routes, des ponts et des systèmes d'irrigation en Afghanistan et favorisent les projets de déminage et la mise en terre des nouvelles semences. Nous utilisons l'aide alimentaire dans le cadre de projets qui visent à alphabétiser les femmes et à les former à des métiers rudimentaires de sorte qu'elles puissent gagner de l'argent et subvenir aux besoins de leurs familles. Les membres du Conseil ont été certainement informés de l'existence des boulangeries gérées par des femmes en Afghanistan auxquelles je me réfère. Ces boulangeries opèrent depuis cinq ans. Elles sont le fruit des efforts déployés par les femmes afghanes courageuses qui, en dépit du décret leur interdisant de travailler, se sont adressées aux autorités taliban et leur ont dit « si les femmes ne peuvent pas travailler, les veuves mourrons de faim. Nous disposons d'un moyen pour maintenir les veuves en vie et, à savoir ouvrir des boulangeries qui seront financées par la farine et le blé du PAM et gérées par les femmes à l'intention des veuves ». Je suis fière d'annoncer que ces boulangeries opèrent toujours aujourd'hui.

Ce que nous essayons de faire, dès que commence le relèvement en Afghanistan et ailleurs, c'est d'éliminer progressivement la distribution gratuite de vivres. Nous ne voulons pas créer de dépendance. Nous voulons utiliser l'aide alimentaire pour contribuer au développement à long terme et à la reconstruction.

Il y a de nombreuses réussites réalisées quand l'aide alimentaire est utilisée pour aider la

reconstruction après un conflit. Au Mozambique, par exemple, l’aide alimentaire était fournie pendant la crise et utilisée pour aider à mettre en place des couloirs humanitaires. Mais, depuis la fin du conflit, l’aide alimentaire a également été utilisée pour favoriser le relèvement du Mozambique, encourager les programmes « vivres contre travail » et autres, que j’ai déjà mentionnés, pour la reconstruction du pays. Nous avons mis en place des programmes analogues en Amérique centrale, en Éthiopie et en Érythrée, au Timor oriental et dans de nombreux autres lieux.

De tels efforts de reconstruction contribuent également à soutenir l’économie locale. Par exemple, presque tous les transports terrestres que nous utilisons pour l’acheminement des vivres – et nous nous en utilisons beaucoup – sont recrutés au plan local. Nous utilisons des camions, des trains et même des ânes, bien qu’il me faille dire que l’UNICEF a été le premier organisme des Nations Unies à louer des ânes en Afghanistan. Le PAM a dépensé 20 millions de dollars au Pakistan l’année dernière pour financer le transport et louer les services des chauffeurs de camions. En Éthiopie, au milieu des années 80, nous avons mis sur pied un réseau de camionneurs pour secourir les victimes de la famine et ensuite avons légué les camions et le réseau de camionneurs à l’Éthiopie. Ce même réseau, qui relève maintenant du secteur privé, a constitué la base de l’action commerciale face à la sécheresse dans la Corne de l’Afrique en 2000.

En 1992, nous avons contribué à la lutte contre la sécheresse en remettant sur pied l’infrastructure des transports le long du couloir Beira en Afrique australe – la première coopération économique transfrontière majeure entre l’Afrique du Sud – sous l’ex-Gouvernement d’apartheid sud-africain – et ses voisins. L’année suivante, le PAM a reconstruit la voie ferroviaire Géorgie-Arménie-Azerbaidjan, fait don de moteurs diesel russes et transporté des vivres dans la région. Cette voie ferroviaire est encore opérationnelle aujourd’hui, et elle est, évidemment, utilisée à des fins commerciales dans toute la région. À l’exception de la Banque mondiale, le PAM a également été, au sein du système des Nations Unies, le premier client au monde s’agissant des marchandises et des services dans les pays en voie de développement. Nos achats de vivres s’élèvent généralement chaque année entre 200 et 300 millions de dollars dans les pays en voie de développement.

L’aide alimentaire est également un facteur stabilisateur. Elle fait davantage que maintenir les populations en vie et que contribuer à la reconstruction, même si ces deux objectifs seraient suffisants à eux seuls. Au cours des 10 dernières années, l’aide alimentaire a contribué à stabiliser des pays et des régions en proie à de graves crises. Je voudrais donner trois exemples. Premièrement, dans le cas de la Somalie en 1992, je me rappelle avoir écrit au Secrétaire général Boutros Boutros-Gali, en novembre 1992, en lui demandant « S’il-vous-plaît, aidez-nous. Nous n’avons pas d’autre solution pour acheminer les vivres à Mogadishu, où tant de personnes meurent de faim. » Nous ne pouvions pas les aider. L’opération Restaurer l’espoir, qui a commencé en décembre de la même année a permis au PAM, au Comité international de la Croix-Rouge et à beaucoup d’autres de secourir des millions de personnes, et de mettre ainsi fin à la famine. L’opération a ultérieurement changé d’objectif, mais son but original était de permettre aux populations de se nourrir, et elle a certainement réussi à cet égard. L’insécurité provoquée par la famine en tant que facteur de troubles politiques a été éliminée.

En 1995, le PAM a commencé une opération limitée en Corée du Nord. Là-bas également, l’aide alimentaire a contribué à favoriser la stabilité et à ouvrir des voies de communication. Dès 1997, le programme mis en place en République populaire démocratique de Corée est devenu le plus important programme du PAM au monde, et il l’est demeuré. Aujourd’hui nous fournissons des vivres à plus de 6 millions d’enfants nord-coréens – tous les enfants scolarisés des cantons auxquels nous avons accès –; c’est plus du quart de la population du pays. Tous les experts, y compris ceux du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, disent que 1997 était l’apogée – ou le périgée – de la famine dans ce pays. L’aide alimentaire a mis fin à la famine, mais elle a contribué également à mettre le pays sur la voie du renforcement des relations avec les institutions des Nations Unies et, plus important, avec ses voisins dans la région et avec d’autres gouvernements, dont beaucoup ont reconnu la République populaire démocratique de Corée au cours des deux années passées.

Plus récemment, en Afghanistan, lorsque la population a examiné les résultats d’années de combat et de sécheresse, certains prédisaient une famine de grande ampleur. En septembre et au début du mois

d'octobre, d'autres annonçaient une crise de réfugiés colossale, avec une grande déstabilisation politique dans la région. Cela ne s'est pas produit, la principale raison étant que la population afghane a reçu une aide alimentaire. Les habitants n'ont pas eu à abandonner leurs foyers pour trouver de la nourriture, alors qu'on s'attendait à de grands déplacements de populations.

L'aide alimentaire permet de garder les gens en vie, elle aide les communautés à se reconstruire après une crise, et concoure à apporter une stabilité régionale. Dans certaines régions du monde, les gens continuent d'être privés d'un accès à la nourriture : les territoires aux mains de l'UNITA en Angola, des parties de l'est la République démocratique du Congo et 43 comtés en Corée du Nord. Cependant, là où il est possible d'atteindre les gens, le Conseil de sécurité, l'ONU et le reste de la communauté internationale peuvent s'enorgueillir de ce que le monde ait finalement atteint un stade où il n'acceptera plus que les gens meurent de faim. Grâce à la générosité des gouvernements donateurs, du dynamisme du Secrétaire général et – en essayant d'être modeste, sans toutefois y parvenir – à l'efficacité du Programme alimentaire mondial, j'ose dire que les grandes famines ont été reléguées au passé.

Atteindre cette étape n'a pas été une tâche aisée pour le personnel des organismes humanitaires dans le monde. Actuellement, notre travail est difficile et dangereux, et je manquerais à mes devoirs si je ne mentionnais pas aujourd'hui devant le Conseil la question de la sécurité du personnel. Il y a deux ans, le Conseil a eu l'obligeance de m'inviter à traiter de la question. Depuis lors, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité a été renforcé, et nous nous sommes félicités du recrutement de 100 responsables de la sécurité sur le terrain, mais il faudrait à mon avis un engagement accru. Les décisions de l'Assemblée générale prévoient un renforcement de la sécurité, sans que cela constitue une priorité dans le budget du Secrétariat. Je pense qu'il convient d'examiner la question.

En outre, il est absolument manifeste que certains États Membres n'ont pas joué leur rôle. Si l'on examine la question des auteurs d'actes de violence contre le personnel des Nations Unies, et le nombre infime de personnes qui ont été traduites en justice, ce tableau est véritablement effarant. Les États Membres doivent en faire plus. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés, alors que des agents humanitaires sont assassinés et que personne n'en est tenu pour responsable. Depuis 1992, seulement 15 auteurs de crimes violents contre du personnel des Nations Unies ont été arrêtés, alors que 204 de nos collègues ont été tués-assassinés.

Lors de ma dernière intervention au Conseil, j'ai indiqué comment l'on avait tiré sur une jeune Néerlandaise idéaliste, Saskia van Meijenfeldt, qui travaillait pour le PAM au Burundi, ainsi qu'une collègue de l'UNICEF. Cela ressemblait à une exécution. Cette affaire déplorable n'est toujours pas réglée, tout comme 188 autres. Pensez aux proches et aux amis de cette jeune Néerlandaise ainsi qu'à ceux de tant d'autres victimes. Ils méritent plus que cette négligence.

Rien n'indique que la vague des crises humanitaires dont nous avons été témoin au cours des 10 dernières années soit sur le point de se résorber. Une grande situation d'urgence alimentaire se développe en ce moment en Afrique australe et à cause de la sécheresse, El Niño, prévu pour cette année, pourrait entraîner un nouveau cycle destructeur d'inondations et de sécheresse. Le Zimbabwe, jadis grand exportateur d'aliments, est devenu récipiendaire, et ses besoins augmentent. Ces besoins, en Angola et en République démocratique du Congo, augmenteront lorsque nous n'aurons plus accès aux personnes qui sont dans le besoin dans ces pays.

L'aide alimentaire a sauvé et continuera de sauver des millions de vies. L'aide alimentaire a joué et continuera de jouer un rôle capital pour aider les personnes sur la voie du relèvement. L'aide alimentaire contribue à stabiliser les pays et les régions. En fin de compte, l'aide alimentaire et l'engagement humanitaire de chaque personne dans le monde ont permis de mettre un terme à la famine sur cette Terre.

M. Levitte (France) : Au dernier jour d'un parcours de 10 ans à la tête du Programme alimentaire mondial (PAM), je voudrais dire à Catherine Bertini, avec respect et admiration, les remerciements et les félicitations de la France. Pendant ces 10 années, elle a transformé le PAM. Par son dynamisme, par son engagement personnel, par sa générosité, par ses talents de gestionnaire aussi, elle a su faire de cette institution l'une des premières de la famille des Nations Unies, avec des volumes considérables et en accroissement régulier, qui témoignent à la fois de sa

force de conviction, en même temps, hélas, que des besoins des populations les plus vulnérables.

Je suis frappé de voir qu'aujourd'hui, le PAM gère des volumes annuels de pratiquement 2 milliards de dollars, soit plus de l'ensemble des fonds des programmes des Nations Unies, des volumes approchant ceux de la Banque mondiale. C'est une façon de mesurer son succès, en même temps que les besoins des populations dont elle vient de nous parler. Pendant ces 10 années, elle a donné au PAM un visage et une voix, une voix écoutée, une voix respectée.

Elle a souhaité passer une partie de cette dernière journée avec nous, au Conseil de sécurité. Certains pouvaient se poser la question : « Pourquoi? ». En l'écoutant donner la liste des pays où le PAM agit, on comprend pourquoi. Cette liste, hélas, recoupe très exactement celle des pays inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Je voudrais, de ce point de vue, saluer le succès des programmes du PAM en Afghanistan, mais aussi en Corée du Nord, qu'elle a mentionnés, mais encore dans la corne de l'Afrique, où elle s'est rendue à plusieurs reprises pour des missions qui ont laissé une trace durable dans l'esprit de millions et de millions de personnes à travers le monde.

Elle a souhaité mentionner la sécurité du personnel. Je voudrais qu'elle sache que c'est un souci que nous avons très présent ici. C'est un sujet que nous avons traité, que nous continuerons à traiter avec détermination, en liaison avec le Secrétaire général de l'ONU. La France apporte un soutien sans réserve et d'ailleurs considérable au programme du PAM. Elle soutient les deux priorités qui sont les siennes, à la fois l'aide d'urgence, que Mme Bertini a mentionnée, mais aussi l'aide à la reconstruction et plus largement au développement.

Je voudrais apporter à ce stade un soutien sans réserve aux esquisses stratégiques qu'elle a récemment mentionnées. Elle a souhaité, je crois, que le PAM renforce son expertise dans une sorte de cartographie de la faim, de façon à pouvoir définir des stratégies de sécurité alimentaire et mieux traiter un souci que nous partageons, celui de la prévention des crises. De ce point de vue là aussi, nous lui apportons tout notre soutien.

Enfin, je voudrais saluer ce qui est une chose trop rare dans notre famille des Nations Unies, sa capacité à travailler en harmonie avec toutes les autres institutions de la famille, comme d'ailleurs avec les gouvernements locaux. Bravo, Mme Bertini.

M. Yap (Singapour) (*parle en anglais*) : Nous souhaitons d'abord souhaiter la bienvenue à Mme Catherine Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), au Conseil de sécurité et la remercier de son exposé très complet. Nous souhaitons lui rendre hommage pour ses efforts exceptionnels qui ont été si éloquemment décrits par l'Ambassadeur Levitte.

Le PAM fonctionne dans la plupart, sinon dans toutes les zones de conflit dont s'occupe le Conseil de sécurité. Dans bien d'exposés au Conseil on nous parle de méthodes inédites de distribution de l'aide alimentaire mises au point par le PAM dans des circonstances extrêmement difficiles. Souvent, le PAM lance des opérations d'urgence avant que la communauté internationale ne soit en mesure de faire face à la situation, et il s'acharne à maintenir une paix fragile et à aider les pays dans leur processus de redressement bien après que les médias ont cessé de prêter attention à la situation. Nous avons aujourd'hui le plaisir de pouvoir dire toute notre gratitude au PAM pour avoir permis à l'ONU de maintenir son action.

En tant que l'une des rares femmes à avoir été nommée à un poste de haut niveau dans le système des Nations Unies, Mme Bertini non seulement restera dans les mémoires pour le travail exceptionnel qu'elle a accompli au PAM pendant 10 ans, mais elle servira aussi de modèle aux femmes du monde entier. Elle nous manquera beaucoup une fois qu'elle sera partie. Le PAM est en effet un exemple de la manière dont les questions générales, comme celle de la parité entre les sexes, peuvent être intégrées avec succès dans les activités. En ciblant les femmes pour la distribution de secours alimentaires et en donnant aux femmes la priorité dans ses activités, le PAM reconnaît à la fois la vulnérabilité particulière des femmes et des jeunes filles et le rôle privilégié et précieux que les femmes peuvent jouer – le Conseil de sécurité a lui-même accordé une grande importance à cette qualité double dans ses débats sur les femmes et la sécurité.

En Afghanistan, le PAM a continué de fonctionner même dans les jours les plus sombres de l'histoire récente de ce pays. Nos craintes d'une famine généralisée cet hiver en Afghanistan ont été soulagées grâce aux efforts du PAM. Ceci a beaucoup fait pour l'idée que l'on se fait du rôle que joue la communauté

internationale en Afghanistan. Bien que la situation se soit généralement améliorée dans ce pays, un grand nombre de défis redoutables doivent encore être relevés.

Nous avons deux questions précises à poser à Mme Bertini à cet égard. Premièrement, le Conseil de sécurité a récemment adopté la résolution 1401 (2002) pour créer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). La structure intégrée et unifiée de la MANUA est vraiment une innovation. Mme Bertini pourrait-elle nous donner son avis sur la manière dont le PAM pourrait s'intégrer dans cette structure et nous dire si le Conseil de sécurité pourrait faciliter cette intégration d'une quelconque manière?

Deuxièmement, un élément important de la résolution 1401 (2002) est son paragraphe 4, qui note que l'aide à la réhabilitation et à la reconstruction sera la plus effective

> « là où les autorités locales contribuent au maintien d'un environnement sûr et donnent la preuve de leur respect des droits de l'homme »

et, à ce titre, devrait s'orienter vers ces régions. Comment le PAM met-il en oeuvre cette disposition dans la pratique?

Enfin, nous souhaitons nous féliciter de la nomination de M. James T. Morris comme prochain Directeur exécutif du PAM. Nous lui souhaitons bonne chance car il est clair qu'il ne sera pas facile de succéder à Mme Bertini.

M. Wehbe (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : C'est un grand plaisir pour moi d'exprimer tous nos remerciements à Mme Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), pour son exposé très utile et riche en enseignements, en particulier puisqu'il vient couronner ses grandes réalisations à la direction de cette institution. Par ailleurs, j'ai le plaisir de lui souhaiter une vie heureuse et couronnée de succès après les réalisations qu'elle a accomplies en particulier puisqu'elle quitte son poste en toute tranquillité d'esprit. Je la salue et je la remercie chaleureusement d'avoir consacré une très grande partie de sa vie à servir la cause de l'aide humanitaire. Y a-t-il cause plus noble que lutter contre la faim et aider activement à nourrir ceux qui ont faim partout dans le monde et dans toutes sortes de circonstances? Je la remercie aussi chaleureusement des efforts énormes qu'elle a déployés à la direction du PAM pour lutter contre la faim et contre les conséquences des catastrophes naturelles et des conflits armés et pour assurer la stabilité après les conflits, conformément aux principes du Programme.

Nous apprécions à sa juste valeur l'assistance qu'apporte le PAM dans les régions du monde qu'elle a mentionnées dans son exposé, que ce soit en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient ou ailleurs, notamment en Amérique latine, au Honduras, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Soudan et dans plusieurs autres pays qu'elle a évoqués.

Le principe même qui consiste à refuser d'accepter la mort de tout être humain à cause de la faim est au coeur même de l'esprit d'humanité et des principes humanitaires sur la base desquels Mme Bertini a toujours travaillé dans des pays de toute sorte. Je note à cet égard les services considérables qu'elle a rendus à la République populaire démocratique de Corée quand ce pays traversait de grandes épreuves. Environ 6 millions de personnes ont reçu une assistance dans ce pays.

Bien sûr, l'aide offerte en Afghanistan, en particulier aux femmes enceintes, aux enfants et aux fillettes, mérite toute notre gratitude. Il faut noter surtout la coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge qui est essentielle, surtout pour surmonter les difficultés que comporte l'acheminement de l'aide alimentaire.

À cet égard, je voudrais appeler l'attention sur une région qui souffre de la faim parce que l'aide alimentaire ne peut parvenir à ses habitants. Je veux parler des territoires palestiniens occupés. Nous en appelons au PAM pour qu'avec sa générosité coutumière il accorde une attention particulière à ce problème, car la population de cette région commence à souffrir et lance des appels à l'aide pour soulager la faim qui a déjà commencé à les éprouver.

J'appuie totalement ce qui a été dit par l'Ambassadeur de la France relativement à une cartographie de la faim et à des stratégies de sécurité alimentaire. Ce serait là en effet un fait important et nous sommes donc d'accord avec tout ce qu'a dit Mme Bertini dans son exposé.

Pour terminer, nous souhaitons tout le bonheur possible à Mme Bertini, et nous souhaitons tout le succès possible à la personne qui va lui succéder et qui, nous en sommes convaincus, méritera ce poste.

Mme Lajous (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier Mme Bertini de son exposé, et je la félicite du travail très louable qu'elle a accompli en tant que Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM) depuis 1992.

Mon pays reconnaît la tâche importante accomplie par le Programme alimentaire mondial dans plus de 80 pays, tant dans le domaine de l'assistance alimentaire d'urgence que pour promouvoir le développement à long terme. Le Mexique est un des membres fondateurs du Programme alimentaire mondial et il est, à l'heure actuelle, membre de son Conseil d'administration. Mon pays a apporté son soutien à diverses propositions de la Direction exécutive du Programme alimentaire mondial, dont celles qui mettent l'accent sur les relations avec le système de gouvernement du Programme, celles relatives à l'association du Programme avec d'autres agents du développement, en particulier avec les organisations de la société civile; celles liées à l'amélioration de la sécurité du personnel dans tous les domaines; et celles relatives à la mobilisation des ressources.

Le Mexique reconnaît que l'assistance humanitaire que fournissent les institutions de l'ONU revêt une importance toute particulière. Nous considérons que cette assistance humanitaire doit être apportée sur la base des principes directeurs énoncés dans la résolution 46/182 de l'Assemblée générale. Cette importante résolution constitue une règle de conduite fondamentale s'agissant de manifester la solidarité et la coopération internationales.

Nous réaffirmons que l'assistance humanitaire doit être fournie en conformité avec les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité. Elle doit aussi être apportée dans le plein respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité des États, en conformité avec la Charte des Nations Unies, et toujours à la demande ou avec le consentement de l'État qui la reçoit. Les États ont la responsabilité principale de lancer, d'organiser, de coordonner et de mettre en oeuvre l'assistance que fournit la communauté internationale. Le Mexique réaffirme, à cet égard, l'importance du caractère multilatéral et inconditionnel de la coopération internationale dans le domaine de l'assistance alimentaire d'urgence.

Lors d'un conflit armé, la production vivrière est, traditionnellement, un des secteurs économiques les plus affectés. L'abandon des champs et les migrations motivées par les actions militaires se répercutent, en général, sur le volume des vivres disponibles dans certaines zones. Le cas de l'Afghanistan, à cause de son caractère dramatique et complexe, est devenu un exemple de la capacité destructrice de l'être humain, si elle se conjugue avec des conditions climatiques défavorables. Mais, en même temps, c'est un exemple de l'efficacité du travail coordonné entre les institutions du système des Nations Unies et la communauté internationale pour consolider une paix durable.

Nous avons tous été témoins de l'effort réalisé par le Programme alimentaire mondial pour rassembler l'aide nécessaire et pour éviter que, l'hiver dernier, la famine ne frappe des millions de personnes déplacées et de réfugiés afghans, ainsi que des populations qui, malgré leur isolement, ont ressenti les effets destructeurs de la guerre et de la sécheresse. Au difficile travail de rassembler les vivres s'est ajoutée la tâche de distribuer l'aide sur un terrain caractérisé par l'insécurité et par le manque d'infrastructure.

Le Mexique désire rendre hommage à toutes les personnes qui font avec dévouement le travail altruiste qui apporte un soulagement aux plus démunis, pas seulement en Afghanistan mais aussi dans toutes les régions où éclate une crise humanitaire. À cet égard, le Mexique souhaite exprimer son soutien à l'opération de relèvement de l'Afghanistan qui vise à répondre aux besoins alimentaires de la population, à soutenir les agriculteurs, à amplifier les programmes alimentaires dans les écoles, et à lancer le travail de reconstruction des infrastructures.

Je ne voudrais pas terminer cette intervention sans exprimer une reconnaissance très explicite à Mme Bertini pour son travail et je lui souhaite le meilleur succès dans l'avenir. Elle compte parmi les femmes qui ont occupé à l'ONU un des postes les plus importants sur le plan des responsabilités, et elle a fait preuve de véritables qualités dirigeantes et d'une grande capacité d'organisation. Peu de femmes peuvent s'en targuer dans leur expérience professionnelle, et c'est pourquoi je pense qu'elle mérite une reconnaissance tout à fait particulière. Nous regretterons sont départ au sein du système des Nations Unies.

M. Valdivieso (Colombie) (*parle en espagnol*) : La délégation de la Colombie désire aussi remercier de

sa présence Mme Bertini, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, et la remercier de son exposé très riche d'informations. De plus, ma délégation désire exprimer sa haute appréciation et la vive reconnaissance qu'elle porte à Mme Bertini et à ses collaborateurs du Programme alimentaire mondial pour le précieux service que l'organisation rend à des millions de personnes à travers le monde.

À son tour, ma délégation souhaiterait souligner, en particulier, la précieuse contribution apportée aux opérations de la communauté internationale en Afghanistan, la présence de l'organisation dans le pays, pour répondre aux urgents besoins alimentaires de la population. Comme nous le savons, le Programme alimentaire mondial est une des réponses possibles, peut-être une des plus efficaces et des plus concrètes, le véritable visage de l'ONU et de la communauté internationale, face aux plus démunis et face, peut-être, au plus grand des besoins, c'est-à-dire le manque de nourriture. À en juger par les résultats, Mme Bertini, tout comme ses collaborateurs, doivent se sentir réellement satisfaits, et nous lui en sommes très reconnaissants.

Ma délégation s'associe à toutes les expressions de reconnaissance, et partage pleinement les remerciements exprimés aujourd'hui à cette séance. Après avoir écouté Mme Bertini parler de l'action du Programme alimentaire mondial en Afghanistan et dans d'autres situations de conflit, nous souhaiterions lui poser quelques questions. Tout d'abord, il nous semble qu'au cours de ces derniers mois, en Afghanistan, l'attention des donateurs en matière de vivres s'est portée principalement sur l'assistance d'urgence à court terme. Le programme qui consiste à offrir des aliments à titre gratuit pour attirer les enfants dans les écoles, en particulier les filles, a été très positif, mais il a peut-être donné l'impression discutable que la raison d'aller à l'école était de recevoir des vivres gratuitement. La distribution de vivres dans les centres urbains pourrait entraîner un exode d'habitants des zones rurales vers les villes, ce qui pourrait porter préjudice à la production agricole dans le pays. Nous souhaiterions savoir comment ont été intégrés à la planification des activités du Programme alimentaire mondial les besoins à long terme concernant la distribution et/ou la production d'aliments en Afghanistan.

En deuxième lieu, nous sommes conscients du fait que les conditions de sécurité qui règnent dans le pays, ainsi que la présence massive de la communauté internationale, de personnel humanitaire, de personnel militaire, de représentants des médias, d'observateurs politiques, etc. influent sur l'efficacité de la distribution de vivres dans le pays. Plusieurs institutions se sont plaintes de ce que la présence de personnel militaire en civil pourrait créer une confusion chez les Afghans s'agissant de distinguer le personnel humanitaire du personnel militaire, mettant certaines opérations humanitaires en danger. En conséquence, nous souhaiterions connaître les observations de Mme Bertini à ce sujet, notamment dans la mesure où dans son exposé elle a réclamé des efforts plus soutenus et une action plus efficace concernant la protection du personnel.

Enfin, alors que ses fonctions à la tête du Programme alimentaire mondial touchent à leur fin, ma délégation voudrait demander à Mme Bertini quels sont les enseignements qu'elle a pu tirer concernant l'interaction et le dialogue de l'organisation avec les acteurs armés non étatiques, que ce soit en Afghanistan ou dans d'autres zones de conflit, afin de permettre l'accès du personnel humanitaire aux secteurs les plus vulnérables durant une situation d'urgence et afin de faciliter l'acheminement de l'aide alimentaire à ces populations. Nous savons que le Comité permanent interorganisations, présidé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a débattu de cette question, et nous aimerions connaître son point de vue sur la question de l'aide alimentaire.

Pour terminer, je voudrais de nouveau exprimer la reconnaissance et l'admiration de ma délégation pour le travail qu'elle a accompli, et lui souhaiter de rencontrer le plus grand succès au cours de ses activités futures.

M. Kolby (Norvège) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi remercier de son exposé la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Mme Catherine Bertini. Je voudrais aussi la remercier de la manière dont elle a conduit le Programme alimentaire mondial à sa position actuelle : il est devenu une partie indispensable du mécanisme international en matière de secours d'urgence et de stratégies de redressement dans les zones de tensions.

De façon opportune, Mme Bertini nous a rappelé que le rôle de l'aide alimentaire pouvait aller bien au-delà du but immédiat, qui consiste à nourrir une population souffrant de la faim. Par des moyens

novateurs, dont le PAM s'est fait le champion depuis de nombreuses années, l'aide alimentaire peut aussi devenir un véhicule efficace permettant de réaliser un éventail plus large d'objectifs dans des situations relevant de la prévention de conflits et du redressement après les conflits. Bien qu'elle présente des lacunes, l'aide alimentaire pourrait ainsi être également vue dans le contexte de la satisfaction des besoins élémentaires et de la mise à disposition des communautés locales de possibilités de prévenir des griefs qui peuvent alimenter des conflits et compromettre la réconciliation après les conflits. La crise humanitaire en cours et les graves problèmes en matière de redressement en Afghanistan en sont une parfaite illustration. La Norvège accorde la plus haute priorité à la promotion d'efforts de reconstruction de grande ampleur, centrés sur des programmes visant à satisfaire aux besoins élémentaires à long terme pour une transition pacifique de la société afghane, notamment avec le redémarrage de l'agriculture et la garantie d'une sécurité alimentaire à long terme.

Il ressort de l'exposé de Mme Bertini que l'aide alimentaire peut sensiblement contribuer à cette fin. Les résultats obtenus par le PAM et d'autres instances humanitaires en Afghanistan sont probantes à ce titre. En même temps, une grande partie de la population de ce pays aura toujours besoin d'une aide alimentaire d'urgence, au moins jusqu'à la récolte d'été et peut-être au-delà. À plus long terme, les efforts de reconstruction doivent étayer le processus politique et assurer un développement durable. Le système d'approvisionnement alimentaire a une incidence directe sur la transition de l'Afghanistan vers une société sûre, stable, démocratique et quelque jour prospère. Des investissements à grande échelle sont nécessaires sans plus attendre dans le secteur agricole en Afghanistan.

Nous convenons qu'il faut un financement approprié, à la fois pour le redressement à court terme et pour le développement à long terme. En tant que Président du Groupe d'appui à l'Afghanistan, la Norvège a toujours exhorté la communauté des donateurs à s'acquitter de ses obligations. Nous continuerons de le faire à l'avenir.

Enfin, je voudrais souhaiter à Mme Bertini beaucoup de succès dans l'avenir et la remercier de tout ce qu'elle a accompli au PAM.

M. Eldon (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Comme le temps presse, je vais abréger ma déclaration. Mais je voudrais faire plusieurs observations ce matin. La première est que nous sommes très touchés qu'au dernier jour de ses fonctions à la tête du PAM, Mme Bertini ait choisi de venir s'adresser au Conseil de sécurité. Tandis qu'elle remplissait ses fonctions, l'ampleur et la complexité des opérations humanitaires mises sur pied par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes et organisations se sont accrues de façon spectaculaire. Sous sa direction, le Programme alimentaire mondial (PAM) a su relever le défi de façon magnifique.

S'agissant de l'Afghanistan, qui est le sujet de l'exposé d'aujourd'hui, je voudrais rendre un hommage particulier et remercier tout particulièrement le PAM et les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies, qui ont tous joué un rôle vital, de même qu'un grand nombre d'employés locaux afghans qui ont fait preuve de courage en veillant à ce que l'aide alimentaire et les secours humanitaires puissent être acheminés aux plus démunis. Le rapport du Secrétaire général et les chiffres fournis par Mme Catherine Bertini aujourd'hui constituent des preuves abondantes de l'efficacité de leurs efforts.

La déclaration faite aujourd'hui par Mme Bertini a illustré avec éloquence la façon dont l'aide alimentaire sauve des vies, peut contribuer au redressement et peut à long terme jouer un rôle stabilisateur. Je souscris à un grand nombre des idées générales présentées par Mme Bertini, mais je voudrais en même temps lancer une mise en garde : nous devons être très prudents s'agissant d'utiliser l'aide alimentaire en dehors de situations d'urgence extrêmes.

Nous devons veiller à ce que les besoins en vivres et les autres besoins soient examinés au cas par cas. Nous devons veiller à ce que les vivres soient, en fait, le transfert de ressources le plus approprié et le plus efficace dans les cas de conflit et après le stade du conflit immédiat. Bien sûr, dans de nombreuses situations de crise, l'aide alimentaire correspond aux attentes puisque les besoins sont immédiats. Mais nous devons également prendre conscience du fait que l'aide alimentaire dans les situations de conflit est une question extrêmement délicate et, si elle est mal utilisée, peut avoir un effet direct et immédiat sur la dynamique de la violence. Des systèmes doivent être mis en place afin de réduire au minimum les détournements d'aide alimentaire. De tels

détournements, comme nous l'avons déjà vu dans certaines situations de conflit et comme le Conseil le sait, peuvent aggraver les conflits, et exacerber les inégalités dans les sociétés en conflit et dans les sociétés d'après conflit, lorsque les vivres sont utilisées comme transfert de ressources.

En dehors des situations de conflit et des situations de catastrophe naturelle, où les impératifs de secours et de consommation immédiats sont beaucoup plus clairs, l'aide alimentaire doit être utilisée, il va sans dire, en gardant à l'esprit la nécessité d'une incitation efficace au développement des marchés locaux. Et, comme pour toute intervention, nous devons avoir soin de surveiller attentivement et complètement l'utilisation de l'aide alimentaire afin de nous assurer qu'elle soit distribuée à ceux qui en ont le plus besoin et qu'elle représente bien la meilleure solution aux besoins des bénéficiaires.

Et, encore une fois, comme dans de nombreuses autres interventions – comme dans toute autre intervention en fait – l'utilisation de l'aide alimentaire doit avoir une stratégie de sortie claire afin que nous puissions savoir à quel moment un travail a été accompli et comment d'autres types d'interventions peuvent être utilisées à la place de l'aide alimentaire.

Je suis absolument certain que le PAM va réfléchir à ces observations, notamment en Afghanistan, où les vivres vont faire partie des traitements des fonctionnaires, et aussi dans d'autres pays où le PAM est actif. Nous continuerons de soutenir son travail dans ce contexte. Et, si le temps le permet, nous aimerions que Mme Bertini nous dise comment les opérations du PAM vont prendre en compte et intégrer ces préoccupations de manière dynamique dans les activités du Programme, tant en Afghanistan que dans d'autres zones de tension.

J'ai écouté le message extrêmement clair de Mme Bertini sur la sécurité et il m'a touché au plus profond : le fait qu'il y ait 188 affaires non résolues d'assassinat d'agents humanitaires des Nations Unies est un scandale. Nous avons déjà signalé ce point au Conseil, et je n'ai pas besoin de m'y attarder aujourd'hui. Mais je voudrais dire qu'en ce qui concerne l'administration interne des Nations Unies pour les questions de sécurité, il est important que toutes les parties concernées, et en particulier le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, ainsi que les organismes des Nations Unies, prennent conscience du fait que leurs différents intérêts ne constituent pas un jeu à somme nulle. Le Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité a un rôle important de coordination à jouer, qui doit être respecté. Le Royaume-Uni a joint le geste à la parole en versant des fonds afin d'appuyer ce rôle de coordination.

Mais, bien sûr, nous reconnaissons que les organisations ont leurs propres besoins en matière de sécurité, au-delà des services que le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité est en mesure de fournir à cet égard, et que ces besoins doivent évidemment être examinés aussi.

Enfin, j'ai pris soin – au cours de ces brèves remarques – de m'en tenir à des questions qui relèvent sans conteste de la compétence du Conseil de sécurité. Cependant, comme Mme Bertini l'a clairement indiqué, l'ensemble des considérations entourant l'aide alimentaire est beaucoup plus vaste que cela. Le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social doivent s'employer à avoir une compréhension plus vaste et plus globale des questions ayant trait aux conflits et de la façon dont nous, en tant que système, pouvons les traiter plus efficacement. J'espère vivement que le successeur de Mme Bertini établira un dialogue avec le Conseil économique et social pour faire avancer les choses.

Le Président (*parle en russe*) : Comme convenu, je vais maintenant suspendre la séance et nous la reprendrons à 15 heures. Cela permettra aux autres membres du Conseil de sécurité de prendre la parole et, avant tout, à Mme Bertini de faire ses observations finales et de répondre aux questions et aux commentaires qu'elle aura entendus.

La séance est suspendue à 12 h 50.